



M. Fokion Fotiadis
Directeur Général
Direction Général de Pêche et Affaires Maritimes
DG MARE
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles

1 Avril 2010

Sujet : Evaluations des stocks de poisson: Groupe de travail régional

Cher Directeur Général:

Le CCREOS est extrêmement préoccupé par le fait que le CIEM soit dans l'incapacité de fournir une évaluation analytique de 57% des stocks dont il a la charge et que ce pourcentage a augmenté graduellement pendant la dernière décade. Ce défaut est principalement dû à l'insuffisance des données de pêche à la disposition des scientifiques dans les laboratoires nationaux.

Je suis certain que vous conviendrez que des données précises relatives à la capture, aux rejets et à la taille en fonction de l'âge, ainsi que les données des campagnes d'évaluation à des fins de mise au point, représentent la base du système d'évaluations et qu'en fin de compte, leur absence affaiblit inévitablement notre capacité à gérer convenablement les pêcheries.

Cette situation ne peut perdurer.

Ce courrier a pour objet de lancer une initiative internationale visant à traiter le problème. Nous proposons la mise en place d'un groupe d'étude régional pour les eaux occidentales septentrionales impliquant les états membres, les membres du CCREOS et les scientifiques du CIEM.

Ce groupe d'étude régional aurait pour rôle les tâches communes suivantes:

- Identifier la source de l'insuffisance de données dans certaines pêches
- Identifier les raisons particulières pour lesquelles il y a une insuffisance de données dans certaines pêches
- Souligner les options permettant de traiter les insuffisances de données spécifiques
- Développer des projets pilotes ayant pour objectif de proposer une amélioration à la fois de la qualité et de la quantité de données



Nous souhaitons ardemment qu'une approche en partenariat de ce type produise l'élan nécessaire pour surmonter l'inertie qui empêche actuellement les scientifiques, les gestionnaires des pêcheries et en fin de compte l'industrie de la pêche de rectifier cette situation fondamentalement inacceptable.

Un bon point de départ pour serait d'avoir le bilan du CIEM avec l'information sur les données utilisées dans ses évaluations, qui identifient des insuffisances de données et fournissent également les raisons pour lesquelles quelques données ne peuvent pas être utilisées. Nous comprenons qu'une réunion du CSTEP en juin abordera certaines de ces questions.

La réunion du CSTEP est un premier pas important mais si nous voulons cesser de se reculer sur cette question, il est important que nous prenions conjointement l'initiative. À cet effet nous espérons que vous organiserez une réunion des parties intéressées en vue de débattre la manière dont nous pourrions commencer à mettre cette initiative en pratique. L'accent sur l'aspect régional nous permettra de garantir le bon soutien de l'initiative et pourrait faciliter l'évaluation des avantages des organismes régionaux dans le contexte de la réforme de PCP.

Sans ce type d'initiative les évaluations des stocks du CIEM risquent de continuer de pâtir de graves insuffisances de données avec tout ce que cela implique pour l'industrie de la pêche en matière de science insuffisante et de TAC de précaution la réussite d'un bon état écologique du milieu marin sous la Directive-Cadre de Stratégie pour le milieu marin.

Nous envoyons une copie de ce courrier aux états membres et aux laboratoires nationaux concernés afin d'encourager un débat sur la façon de traiter un problème endémique qui sape nos efforts pour gérer nos pêcheries de façon soutenable.

J'espère que vous serez en mesure de répondre positivement à cette initiative.

Meilleures salutations

Sam Lambourn
Président Exécutif CCR EOS

En copie:

- Isabelle Viallon (Liasion avec les CCRs - DG MARE)
- María Fuensanta Candela (Unité C2 - DG MARE)
- Kenneth Patterson (Unité C2, DG MARE)
- Représentants des Administrations Nationales et des institutes scientifiques de:
Espagne, France, Royaume-Uni, Irlande, Belgique et Pays-Bas.